

## Des droits miniers aux droits humains : Mobiliser la richesse en ressources naturelles de Madagascar pour en finir avec le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement

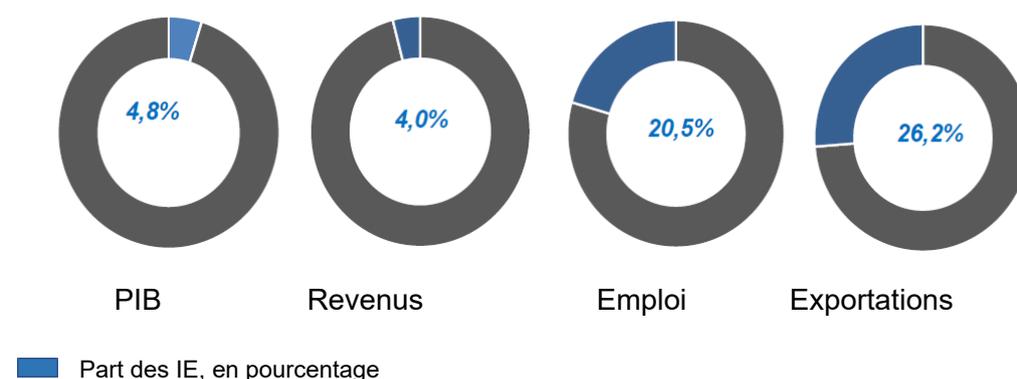


Madagascar combine sa biodiversité unique avec une grande variété de ressources minérales. L'exploitation du cobalt, du nickel, de l'or, des pierres précieuses et du zircon contribuent à un secteur extractif important et qui continue de se développer. Mais est-ce que cette richesse issue des ressources naturelles pourrait être mobilisée efficacement pour aider à réduire la pauvreté et soutenir le développement durable ? S'appuyant sur de nouvelles recherches, **Rodolphe Rakoto-Harisoa**, Conseiller principal Gouvernance du secteur Eau, Assainissement et Hygiène à WaterAid Madagascar et **John Garrett**, Analyste politique principal Financement du

développement à WaterAid Royaume-Uni, avancent que le gouvernement pourrait faire beaucoup plus pour favoriser une bonne gestion des industries extractives (IE) et accroître les revenus tirés de ce secteur, offrant ainsi la possibilité d'augmenter les investissements dans les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène et d'autres services sociaux essentiels.

Cette nouvelle étude, un rapport **WaterAid** et **Moore Stephens**, examine en détail le secteur des IE à Madagascar ainsi que sa contribution à l'économie et au développement du pays. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des données fiables dans ce domaine, la figure 1 montre que les IE représentent plus d'un quart des exportations, un cinquième de l'emploi, un peu moins de 5 % du Produit intérieur brut (PIB) et 4 % des recettes de l'État. Les IE totalisaient plus de 80 % des investissements directs étrangers certaines années.

**Figure 1 : Poids du secteur des IE dans l'économie malgache**



Source : EITI, 2015

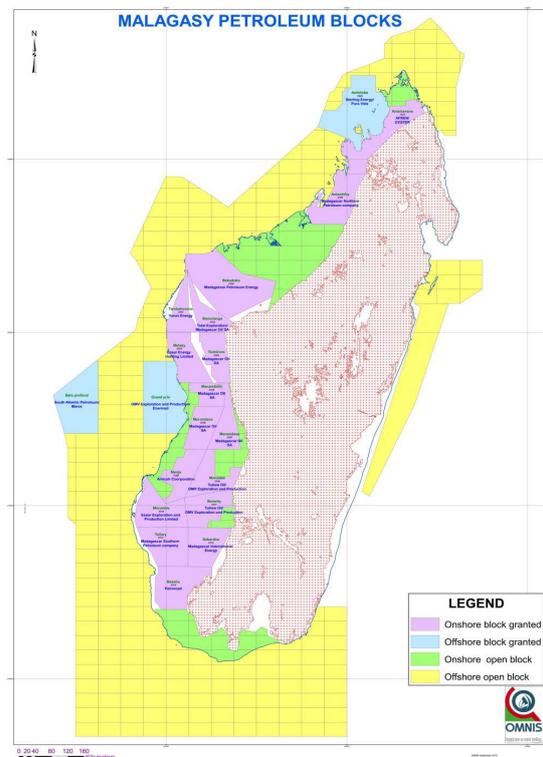
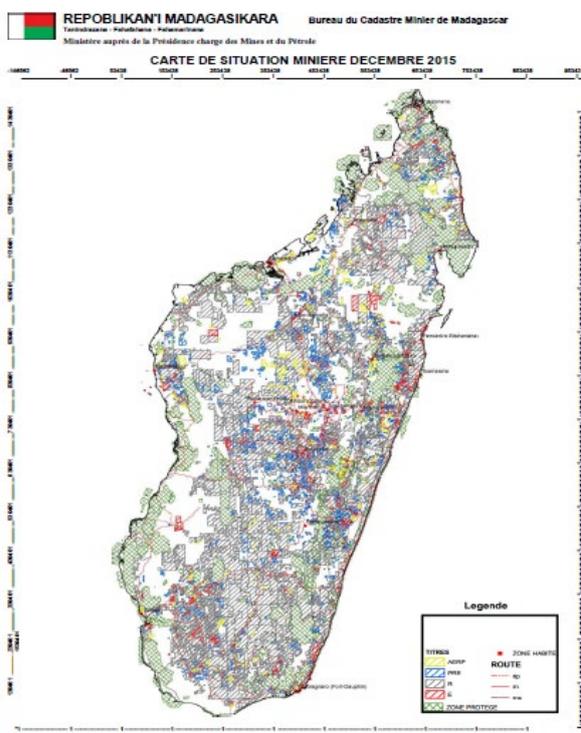
Comme l'illustrent les figures 2 et 3, l'État a des projets ambitieux concernant l'exploitation des ressources naturelles du pays. Des permis de recherche et d'exploitation sont potentiellement disponibles pour une grande partie du territoire malgache, sur terre et en mer. Mais des interrogations demeurent quant à la gestion de ses ressources : En quoi leur exploitation bénéficiera-t-elle aux citoyens malgaches ordinaires ? Comment le secteur des IE peut-il soutenir les mesures visant à renforcer la gouvernance et la transparence, et comment les pouvoirs publics peuvent-ils veiller à ce

qu'il n'y ait pas d'atteintes irréversibles à la biodiversité et à l'environnement uniques de Madagascar ?

Le rapport inclut des exemples d'entreprises du secteur extractif qui soutiennent directement l'amélioration des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. QIT Madagascar Minerals (QMM), détenue à 80 % par le groupe minier international Rio Tinto et à 20 % par l'État, exploite un grand gisement minier près de Fort Dauphin au sud-est de l'île. En partenariat avec l'opérateur public JIRAMA et la Banque mondiale, QMM a contribué à hauteur de 2 millions de dollars à la réhabilitation de l'usine de traitement de l'eau de Fort Dauphin et à la construction d'une nouvelle usine de traitement (qui comprend également un système de traitement des eaux usées). L'entreprise a en outre financé la construction de 20 puits pour l'alimentation en eau des communes environnantes et versé 2 millions de dollars de plus pour la construction d'une nouvelle centrale électrique pour la ville. D'autres entreprises du secteur – Ambatovy S.A., Dynatec S.A., Holcim, Kraoma et Madagascar Oil – ont apporté un financement direct aux communes pour les infrastructures locales telles que la réparation des routes et des points d'eau ou les dépenses de fonctionnement pour l'éducation et la promotion de l'hygiène.

Malgré sa contribution importante à l'économie et ces exemples positifs à l'échelle locale, le secteur des IE présente des défis immenses (et souvent interdépendants) pour le pays. Globalement, l'État ne bénéficie que très marginalement de la richesse produite par ce secteur en termes de recettes. Les données officielles évaluaient la production des principaux minerais à 708 millions de dollars en 2015 et les revenus perçus par l'État à 42,6 millions de dollars. Ce chiffre ne représente que 6 % de la valeur de production, un pourcentage qui serait encore beaucoup plus faible si l'on pouvait calculer le volume de production et d'exportation issu de l'économie informelle et des activités illégales.

**Figure 2 : Les zones minières à Madagascar, 2015**      **Figure 3 : Carte des carrés pétroliers**



Source : EITI, 2018

Ainsi, un rapport des Nations unies a évalué à 10 et 16 millions de dollars respectivement le montant des exportations illégales d'or en direction d'un seul pays durant deux années consécutives. L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI) estime pour sa part que le PIB

du pays est amputé de 10 % à cause des circuits informels et du trafic à grande échelle. Le Fonds monétaire international ([FMI](#)) souligne que le secteur des IE alimente la corruption au niveau individuel, du secteur privé et du secteur public, le trafic de bois de rose et de pierres précieuses, la corruption des agents des douanes et du fisc et la manipulation des appels d'offre pour l'attribution des marchés publics constituant autant de symptômes d'une corruption généralisée.

Et l'exploitation des ressources naturelles peut souvent avoir des conséquences sur la préservation du patrimoine naturel unique de Madagascar. Ces dernières années, l'extraction incontrôlée de pierres précieuses a provoqué la destruction de milliers d'hectares [de forêt tropicale](#), y compris dans des zones naturelles protégées, sous les yeux apparemment impuissants des autorités. Les habitants ont également fait part de leurs inquiétudes à propos de l'impact de l'exploitation d'Ambatovy sur les ressources en eau et [l'approvisionnement en eau potable](#).

Madagascar est l'un des pays les plus pauvres de la planète : 75 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté défini au niveau national, seulement 10 % a accès à un système d'assainissement de base et près de 50 % des enfants souffrent de malnutrition et de retards de croissance. Les ressources naturelles du pays offrent pour beaucoup de Malgaches une voie possible pour sortir de la pauvreté, mais il est crucial et urgent que les nombreux problèmes qui touchent le secteur soient traités, des problèmes qui concernent les pouvoirs publics, l'industrie, les partenaires du développement et la société civile.

Conformément aux obligations de l'EITI, l'État et les entreprises du secteur doivent travailler ensemble pour améliorer la transparence et lutter contre la corruption aux différentes étapes du processus de production, qu'il s'agisse de l'octroi des permis et de leur négociation, de la collecte des taxes ou de l'attribution des fonds publics. Le gouvernement doit par ailleurs légiférer sur la divulgation des propriétaires réels de chaque entreprise du secteur extractif, une condition de la norme EITI. Le rapport recommande également la mise en place d'un fonds dédié au financement des Objectifs de développement durable – supervisé par l'État, les collectivités territoriales et la société civile – qui constituerait un mécanisme efficace et incitatif pour capter les revenus des EI qui échappent à la fiscalité et les flux financiers illicites.

Une approche efficace de la gestion des IE doit reposer sur une transparence accrue, des politiques de lutte contre la corruption, une plus grande mobilisation des ressources financières domestiques et le respect et la protection du milieu naturel et de la biodiversité uniques de Madagascar. Si ces différents éléments sont en place, ils peuvent constituer le socle permettant d'amener le développement durable et de concrétiser l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement et l'Agenda 2030.